

TUNISIE

Taoufik Ben Brik : la désobéissance en danger

vendredi 30 octobre 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2009).

Ecrivain et journaliste, Taoufik Ben Brik est une plume indépendante, courageuse et intransigeante, en butte au harcèlement d'un régime indigne.

Le gouvernement poursuit de sa vindicte le journaliste et sa famille : traquenard, pression, répression, menaces, intimidations, convocations injustifiées à la police, tel est le quotidien de cette figure emblématique de la critique inlassable du régime.

Pour avoir couvert avec amertume et causticité les « élections » tunisiennes dans des médias français, pour avoir démasqué cette sombre farce politique, pour avoir osé faire entendre une voix discordante dans le concert obscène de louanges qui salue le sacre arrogant de Ben Ali, Taoufik Ben Brik se retrouve maintenant isolé, baillonné et réduit au silence.

Jusqu'à son arrestation aujourd'hui qui nous fait redouter le pire.

Nous ne pouvons tolérer la criminalisation de la dissidence.

Nous dénonçons le silence complice du gouvernement français devant ces atteintes aux libertés essentielles, ainsi que sa complaisance envers une dictature policière féroce.

Une dictature qui n'hésite pas à enlever et faire disparaître les journalistes comme Slim Boukhdhir, correspondant d'Al Arabya, agressé, roué de coups, menacé 2 heures après une interview à la BBC sur le rapport de RSF, ou encore Zouhaier Makhoul, arrêté depuis le 20 octobre, et aussi des syndicalistes comme Mohamed Soudani, coupable d'avoir parlé à des médias étrangers. Sans parler de Florence Beaugé, journaliste au *Monde*, refoulée à son arrivée en Tunisie et insultée dans une presse aux ordres !

L'impunité aux tortionnaires, ça suffit !

Nous serons toujours aux côtés de ceux qui s'élèvent contre le déni de démocratie.
Nous témoignons avec force notre solidarité et notre soutien à Taoufik Ben Brik et toutes les victimes de la torture et de la maltraitance dans les prisons tunisiennes.

Signataires : Zitouni Abdelkader Tunisie Verte, Mouloud Aounit MRAP, Hamadi Aouina Collectif Boycott élections 2009, Clémentine Autain FASE coordinatrice de Regards, Houcine Bardi avocat, Olivier Besancenot NPA, Tarek Ben Hiba FASE, Daniel Bensaïd NPA, Nicole Borvo sénatrice présidente du groupe Communiste républicain et citoyen, Alima Boumedienne - Thierry sénatrice, Mouhieddine Cherbib FTCT, Annick Coupé Union Syndicale Solidaires, Iyed Dahmani PDP, Cécile Duflot Les Verts, David Duslam Secrétariat international CNT, Abid El Khattabi ASDHOM, Driss El Kherchi ATMF, Jacques Fath PCF, Karine Gantin Journaliste, Jérôme Gleizes commission transnationale des Verts, Kamel Jendoubi REMDH & CRLDHT, Alain Krivine NPA, Gilles Lemaire ATTAC France, Noël Mamère Les Verts, Christian Mahieux Union Syndicale Solidaires, Lumamba

TUNISIE : Taoufik Ben Brik arrêté et écroué

NOUVELOBS.COM | 29.10.2009 | 15:48

Le journaliste et opposant tunisien avait été convoqué par la police après qu'une femme eut porté plainte contre lui pour agression. RSF parle d'« une affaire montée de toutes pièces pour inquiéter le journaliste ».

La femme du journaliste et opposant tunisien Taoufik Ben Brik a indiqué, jeudi 29 octobre à nouvelobs.com, que son époux avait été arrêté et emprisonné ce jeudi. Il était convoqué par la police plus tôt dans la matinée après la plainte d'une femme. Celle-ci affirme que le journaliste l'a agressé et a tenté de la violer en pleine rue, à Tunis.

La femme de Taoufik Ben Brik explique que « [son] mari a été envoyé dans le bureau des SS pour y passer la nuit et être jugé le lendemain ». Elle appelle la Communauté internationale à réagir, s'inquiétant pour la santé de [son] mari« . »Ce régime est fou, sans foi ni loi", conclut-elle.

Dans un communiqué, Reporters Sans Frontières (RSF) confirme l'information : « *Aujourd'hui, Taoufik Ben Brik a été arrêté alors qu'il était convoqué à 10h pour la prétendue agression [...] Il a été transféré au centre de détention de Bouchoucha à Tunis [et] devrait être présenté demain devant un juge* ».

« Une affaire montée de toutes pièces »

Mardi, Taoufik Ben Brik racontait au nouvelobs.com son altercation. « *Jeudi dernier, à Tunis, j'avais mis ma voiture dans un parking* », explique-t-il. « *Avant même que j'ai mis le contact, une voiture garée derrière moi m'a embouti. La conductrice, qui, je pense, était de la police, en est sortie, me criant dessus, m'accusant d'avoir voulu lui rentrer dedans ; elle déchire mes habits, essaie de me pousser à la violence* », rapporte Taoufik Ben Brik. « *Elle a essayé de m'amener à user de la violence pour m'inculper d'agression* ».

Il « *doit être traduit demain [vendredi] devant le tribunal de première instance* », rapporte au nouvelobs.com Souhayr Belhassen, présidente de la Fédération International des Droits de l'Homme (FIDH).

Selon les proches de Taoufik Ben Brik, cette affaire est une provocation montée de toutes pièces par le régime du président Ben Ali pour le discréditer.

« *Tout porte à croire qu'il s'agit d'une affaire montée de toutes pièces par les autorités pour inquiéter le journaliste, connu pour ses articles critiques à l'égard du président Ben Ali* », renchérit RSF.

« Des atteintes à la liberté d'expression »

La Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) explique au nouvelobs.com

que Taoufik Ben Brik a été arrêté « à cause de ses écrits. La police essaye de fomenter une histoire pour le faire taire et ce n'est pas la première fois ». La FTCR s'élève « contre des atteintes à la liberté d'expression qui touche ce journaliste mais aussi tous les Tunisiens ».

De son côté, la FIDH estime que cette affaire est liée « aux fabulations d'une femme soi-disant agressée, mais aussi aux déclarations du Président qui souhaite traduire en justice toute personne critique vis-à-vis du pouvoir ». Souhayr Belhassen affirme que « la Tunisie est en pleine régression. L'arrestation de Taoufik est le premier passage à l'acte ».

Appels à la communauté internationale

La FIDH « condamne fermement des actes qui accentuent les tensions en Tunisie » et en appelle à la Communauté internationale « avec beaucoup de scepticisme ». La présidente de la FIDH insiste surtout pour que la « France bouge, c'est la première concernée ».

Contacté par le nouvelobs.com, l'ambassade de la république tunisienne en France ne souhaite faire « aucun commentaire », avant de raccrocher violement.

Pour Taoufik Ben Brik, « le président [Ben Ali] est très populaire, il vient d'être réélu. Mais en 2000, il est devenu connu dans le monde entier à cause de moi, à cause de la grève de la faim très médiatisée que j'avais fait pour protester contre les atteintes du régime aux droits de l'Homme. Ben Ali veut ce pays et ma tête ; il veut être président et que moi, j'aie en prison. »

RSF appelle « la communauté internationale à réagir face à ces agissements dignes d'un régime mafieux, au lendemain de la réélection de Zine el-Abidine Ben Ali ».

(Nouvelobs.com)
